

## AKTUELL

JEANNOT KRECKÉ

# « Je ne suis pas encore parti »

Luc Caregari / Richard Graf

**Le coup d'éclat qu'a provoqué le ministre de l'économie et du commerce extérieur en quittant avant l'heure la visite d'Etat reste partiellement mystérieux.**

Ce mercredi soir, devant l'entrée du Park Hyatt Saigon, Jeannot Krecké a dû faire l'amère expérience qu'est celle d'être poursuivi au mauvais moment par des paparazzi. Pourtant, ce n'étaient nullement des photographes de la presse people qui laissaient crépiter leurs flashes sur le ministre de l'économie en train de monter dans sa limousine, mais des représentants de la presse luxembourgeoise qui venaient d'atterrir à Ho-Chi-Minh-Ville en compagnie du Grand-duc et du ministre des affaires étrangères, Jean Asselborn. Ce dernier avait appris la nouvelle de son départ en même temps que les journalistes, sur le tarmac de l'aéroport. L'information qui se mettait à circuler, tant dans la délégation

officielle que dans celle des représentants média, était que Jeannot Krecké s'apprêterait à démissionner avec effet immédiat. Cette rumeur était apparue sur le site rtl.lu, qui - d'après d'autres rumeurs qui se sont mises à circuler plus tard dans la soirée - aurait été au courant des intentions du ministre de quitter son poste déjà quelques jours plus tôt. On est alors en droit de se demander pourquoi ils l'ont retenue si longtemps, car même le ministre des affaires étrangères, qui était sur le point de quitter le Vietnam le soir même et avait déjà fait ses adieux officiels au Grand-duc, semblait pris de court. Asselborn a donc dû remplacer Krecké pour ce qui restait à faire des rencontres économiques prévues dans le programme officiel, comprenant une conférence pour la presse vietnamienne et luxembourgeoise - dont les derniers se sont faits désinviter brusquement - et l'animation d'un séminaire économique.

Mercredi soir, dans les couloirs feutrés du Park Hyatt Saigon lors du cocktail offert par la délégation économique, la nervosité était palpable entre journalistes et officiels, faisant que le ton montait plus d'une fois. Apparemment, le mot d'ordre émis par Jean Asselborn et par le directeur de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna, était de ne pas parler du tout à la presse. Ce qui n'a pas empêché des rumeurs de plus en plus spectaculaires de circuler. La plus tenace est celle qui veut que Krecké aurait décidé d'avorter sa mission économique justement parce que des rumeurs sur sa démission avaient fuité dans la presse. Ce qui ferait sens dans la perspective où, selon les mots de Pierre Gramegna et de Jean Asselborn, les rencontres avec les officiels et les entrepreneurs vietnamiens se seraient très bien passées, aboutissant même sur un « memorandum of understanding » entre SES Astra et le ministère de la communication vietnamien. Donc, la raison du départ impromptu de Jeannot Krecké n'est pas liée à sa mission, mais bien à des raisons plus profondes, sur lesquelles on ne pouvait que spéculer.

Une fois rentré, Krecké a informé jeudi matin son staff de sa décision de démissionner pour le 1er février 2012. Le „dat ass alles Quatsch“, lancé lors de son départ précipité du Vietnam n'aurait pas constitué un démen-

ti de son intention de démissionner de son mandat de ministre. Il aurait tout juste voulu ne pas communiquer à partir du Vietnam sur des rumeurs qui circulaient à Luxembourg.

Son intention initiale était d'informer son personnel au ministère lors de la réception de Nouvel an en janvier et le public par après. Les fuites - dont il dit ignorer les origines - lui auraient forcé la main. La communication au Vietnam ayant mal tourné, il voulait réparer les choses en tenant une conférence de presse en bonne et due forme.

Après 30 années de vie politique active, dont sept comme ministre, il ne veut plus d'un job qui lui prend 80 heures par semaine. A 62 ans, il réclame le droit à une activité réduite qui lui permettrait de s'adonner à son hobby : la voile. Au moment de son départ, il mettra aussi à disposition son poste au sein du Conseil d'administration d'Arcelor Mittal et cessera toute activité politique. Il ne sera donc pas suppléant de la circonscription centre.

Pour ce qui est d'une activité - réduite - dans le privé, il affirme ne pas avoir réfléchi à la question, ni d'avoir été sollicité par l'une ou l'autre firme. Et certainement pas par Cargolux, comme l'avait insinué son ex-ami René Kollwelter.

HÄUSLICHE GEWALT

## Opferschutz aufgeweicht

Christiane Walerich

**Die Neufassung des Gesetzes zur häuslichen Gewalt droht vor allem den Opferschutz aufzuweichen.**

Am 15. November findet eine Sitzung der Abgeordnetenversammlung statt, auf der möglicherweise die Neufassung des Gesetzes zur häuslichen Gewalt verabschiedet wird. „Obwohl das erste Änderungsprojekt des Gesetzes zur häuslichen Gewalt durchaus positiv war, indem eine Bannmeile, die der Täter zu respektieren hatte, definiert und eine Beratungsstelle für die Täter eingeführt wurde, scheint mit den neuen Änderungsanträgen, dem Avis des Staatsrates und der Nachwirkung der Fälle Kachelmann und Strauss-Kahn ein anderer Wind zu wehen“, findet Karin Manderscheid, Präsidentin von „Femmes en détresse“.

Ihre Organisation unterhält Frauenhäuser, in denen geschlagene und gedemütigte Frauen Zuflucht, Hilfe, Betreuung und Neuorientierung finden. In den vergangenen 30 Jahren wandten sich rund 1.500 Frauen mit 1.800 Kindern hilfesuchend an die Organisation.

Positiv aus dem Blickwinkel der Hilfsorganisation ist vor allem, dass der veränderte Gesetzesentwurf den Wegweisungszeitraum von 14 Tagen für die Täter zu übernehmen scheint.

Dagegen soll - falls es nach dem Avis des Staatsrates geht - die Bannmeile in dem neuen Gesetzesentwurf nicht mehr quantifiziert werden. „Wir glauben aber, dass es für die Opfer sehr wichtig ist, zu wissen, dass ein geschützter Rahmen besteht“, so Manderscheid. Einerseits vermittele



FLICKR BREFF

dies mehr Sicherheit, andererseits verschaffe es eine rechtliche Handhabe, falls der Täter diesen Rahmen überschreitet. Besonders jedoch stört sich die Präsidentin an der Verringerung des Strafmaßes für den Täter:

„Für mich ist es ein dramatisches Signal, dass in der Neufassung des Gesetzes das Strafmaß für einen Täter, der wegen häuslicher Gewalt angeklagt ist, plötzlich verringert werden soll“, empört sich Manderscheid. Das sei eine Banalisierung der Gewalt. Es sei außerdem nicht hinnehmbar, dass der Täter, der bei der Hilfsorganisation „Richt heraus“ eigentlich zum

Nachdenken über seine Aggressionen gebracht werden soll, vor Gericht von derselben Vereinigung vertreten wird. „Der Täter müsste selbst für sein Verhalten Verantwortung übernehmen“, so Manderscheid.

Ein weiterer Punkt, den die Frauenhilfsorganisation bemängelt, ist, dass der Opferschutz sich nicht auf die Kinder erstreckt. „Bisher konnten die Väter ihre Kinder sehen. Das Gesetz müsste dahingehend geändert werden, dass ein Täter zumindest während der Phase, in der er von der gemeinsamen Wohnung wegweisen wurde, sein Besuchs- oder Sorgerecht gegenüber seinen Kindern nicht ausüben darf. Die Rechte der Kinder müssten höher stehen als die Rechte des Täters“, meint die Präsidentin. Selbst in der internationalen Konvention über die Kinderrechte werde explizit erklärt, dass die Rechte der Kinder gerade in Fällen von häuslicher Gewalt besonderen Schutzes bedürfen.

Eine Stellungnahme von Femmes en détresse ist unter [www.fed.lu/avis\\_prisesdeposition/index.html](http://www.fed.lu/avis_prisesdeposition/index.html) einsehbar.